

Gestion internationale des conflits : le triomphe du court terme

Par l'Ambassadeur Jean-Pierre Vettovaglia, ancien Représentant personnel du Président de la Confédération suisse, administrateur de banques, consultant.

Le triomphe du court terme ou l'inéluçtabilité du court terme...autrement dit l'impossibilité d'apporter à ces conflits une solution durable, une solution de long terme.

J'entends démontrer que le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est incapable ne serait-ce que de penser le long terme dans la gestion des conflits internationaux et donc d'envisager des solutions autrement que simplement transitoires, à savoir la pose d'emplâtres sur des jambes de bois.

Le fil rouge de l'exposé est constitué par l'avis d'Edgar Morin selon qui « à force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel ».

Il y a à cela toute une série de raisons rédhibitoires. J'en ai répertorié une dizaine.

Ensuite j'appliquerai ces considérations à des cas concrets comme la Libye, le Mali, la Côte d'Ivoire, la RCA et la Syrie.

1.- Le monde a changé

Je rappelle quelques évidences. Les Nations Unies comptaient 51 membres fondateurs en 1945 et 193 Etats aujourd'hui. Cette balkanisation du monde est due essentiellement à la décolonisation (quelque 40 Etats supplémentaires au début des années soixante) et à la chute de l'Empire soviétique (quelque 25 Etats après 1991). Le monde s'est donc complexifié. C'est le premier élément. Après la guerre froide, puis le règne de la seule « hyperpuissance » américaine, comme l'avait appelée Hubert Védrine, l'émergence de nouvelles puissances (Russie renaissante, Chine qui s'affirme et quelques grands pays dits émergents) ont rendu la négociation des accords de paix plus difficile et les consensus au sein du Conseil de sécurité plus aléatoires. C'est le retour du droit de veto.

Le monde de l'après 1989/1991 est donc en train de changer : la réaffirmation forcenée d'une Amérique forte chez elle d'une part et la faiblesse d'un monde européen, son absence de vision et de politique étrangère lisible d'autre part - l'effacement même de cette politique étrangère - ont des conséquences négatives sur la gestion durable des conflits.

2.- Les conflits ont changé de nature

Dans le passé, la quasi-totalité d'entre eux mettait en présence des Etats, il s'agissait de conflits interétatiques.

Aujourd'hui ils sont intra ou infra-étatiques et mettent en présence le plus souvent des forces gouvernementales et des groupes rebelles.

Ils n'ont jamais été aussi nombreux. Selon les méthodes utilisées pour les décompter, on en dénombre près de 400 dans le monde aujourd'hui. Le record a été atteint dans les années 1993/1995. Ce qui rend le monde menaçant, c'est la multiplication des acteurs et la façon dont ils génèrent des lignes de fracture le long desquelles les tensions s'accumulent et les risques de conflits s'accroissent.

La complexité des conflits modernes est extrême. Les ethnies, tribus et autres groupes armés provoquent de multiples conflictualités au jour le jour, à la recherche d'alliances passagères et changeantes difficiles à appréhender. A titre d'exemple extrême, nous connaissons l'existence de groupes armés au Moyen-Orient en lutte les uns contre les autres, les premiers entraînés et financés par la CIA et les seconds par le Pentagone... Une chatte n'y retrouverait plus ses petits.

L'on s'était moqué de Samuel Huntington lorsqu'il a prédit dès 1993 que la mondialisation, loin d'être heureuse, était grosse de nouvelles conflictualités. Parce qu'elle rapproche et met en contact les différentes parties du globe, elle multiplie en effet les risques de frictions entre elles car elle les placent en situation d'insécurité culturelle et religieuse.

Aux guerres impérialistes ou idéologiques d'hier, va donc succéder un « choc des civilisations ». Les conflits les plus importants, écrivait-il, n'auront plus lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, mais entre peuples ou ethnies appartenant à différentes entités culturelles ou religieuses.

Robert Kaplan, politologue américain, en 1994 dans « the Atlantic Monthly », invitait l'Amérique « à se prémunir contre l'anarchie qui arrive ». Vingt-deux ans plus tard, Trump le dit : « the world is a mess ».

Huntington s'inquiétait aussi du caractère potentiellement dévastateur de la raréfaction des ressources naturelles arguant que les guerres futures seront celles de la survie commune, aggravées ou dans beaucoup de cas causées par la pénurie environnementale comme la sécheresse et la désertification.

Huntington : on a ri de lui, il avait tort ensuite et il finit par avoir raison...

Schopenhauer avait dit. « Toute vérité franchit trois étapes : d'abord elle est ridiculisée. Ensuite elle subit une forte opposition. Puis elle est considérée comme ayant toujours été une évidence ». Les exemples en sont quotidiens.

Nous avons donc des conflits sans ennemi ouvert (qui est vraiment avec qui ou contre qui en Syrie ?), sans allié fiable (que faire de la Turquie dans l'OTAN aujourd'hui, de l'ambivalence extrême de l'Arabie saoudite ?), sans déclaration de guerre (les Etats-Unis tuent par drones dans une demi-douzaine de pays avec lesquels ils sont officiellement en paix et interviennent même au sol comme à fin janvier 2017 au Yémen –première intervention validée par le Président américain -, ou au Pakistan pour se débarrasser de Bin Laden, ni ami fiable, comme le prouvent les écoutes américaines de leurs meilleurs alliés.

Aujourd'hui comme jamais, la situation internationale est largement imprévisible.

L'échiquier sur lequel se joue ces relations voient les pièces changer de valeur. Un jour, vous êtes le roi comme Bachar al-Assad au défilé du 14 juillet ou Kadhafi dans sa tente dans la cour de l'hôtel Marigny. Un autre jour un Mirage 2000 français stoppe votre colonne de véhicules exactement là où vous attendent les rebelles pour vous mettre à mort ou alors Laurent Fabius estime, en parlant du Président syrien, qu'il n'a rien à faire sur notre planète, pourtant on l'a vu sur la place de la Concorde. Ce qui prouve une nouvelle fois que la roche Tarpéienne (saxum Tarpeium) est proche du Capitole...

Il y a en fait plusieurs échiquiers : vous pouvez faire une analyse de la situation politique ou militaire en Syrie. Mais sur un autre échiquier se jouent les intérêts des puissances voisines (Turquie, Arabie saoudite, Iran, Qatar) et même étrangères à la région (Russie et Etats-Unis). Sur un troisième échiquier se déroule en filigrane l'objectif ultime des USA et de leurs alliés qataris, soit la construction d'un gazoduc traversant une Syrie devenue sunnite, donc alliée, à destination de l'Europe pour désenclaver cette dernière du monopole actuel de livraison de gaz russe et heurter les intérêts de ces derniers.

3.- Les nouvelles formes de communication changent tout

Les médias monopolisent l'attention et la focalisent sur une crise, faisant monter la pression et poussant finalement les gouvernements à agir dans l'urgence et surtout dans l'émotion. Un BHL peut être l'inspirateur d'une politique à fleur de peau.

Chaque épisode de l'actualité est porteuse d'une sorte de préjugé global et d'un jugement moral, d'une opinion « moyenne », que chaque média répercute finalement du matin au soir. Mille et un mécanismes (mimétisme, conformisme, facilités du confort intellectuel, manipulations induites ou fortuites) concourent à lisser un discours dominant dont la cohérence est avérée. En français, l'on parle d'une opinion « mainstream » (dominante). Les éditorialistes psalmodient à l'unisson.

Ce formatage subreptice de la parole et de l'écrit est probablement le phénomène médiatique le plus saisissant de notre temps présent. On fabrique une « vérité » qui ne correspond plus à la réalité. Vieille histoire, me direz-vous ! En effet, dans le fameux roman « 1984 », George Orwell décrit une société dans laquelle le gouvernement contrôle étroitement l'information. Orwell introduit la notion de « double pensée » qui

amène le gouvernement à fabriquer sa version des faits et à l'imposer comme vérité qui cohabite avec le réel.

On peut citer comme principaux exemples récents d'opinion dominante les charniers de Timisoara dans la Roumanie de Ceaucescu de 1989, les armes de destructions massives en Irak en 2003 et enfin l'utilisation des armes chimiques par Bachar el-Assad contre sa population il y a trois ans.

Les charniers découverts et attribués à Ceaucescu n'étaient que le cimetière d'un hôpital voisin.

Les armes de destruction massives de Saddam Hussain n'existaient pas.

L'usage des armes chimiques (gaz sarin sur Ghouta) en Syrie 21 août 2013 était une opération des services secrets turcs contre Bachar al-Assad...piège dans lequel toute la presse française, Hollande et Fabius ont plongé tête la première.

Malgré l'évidence du contraire en sa possession, John Kerry, Secrétaire d'Etat américain, a menti 35 fois en prétendant le contraire dans l'intérêt même des objectifs de guerre des néoconservateurs américains. Il s'est même fait traiter de menteur par Putin en personne. Obama a eu le bon réflexe de refuser de suivre son Secrétaire d'Etat et de ne pas bombarder la Syrie sur la base d'informations erronées.... Mais qui a entendu parler de la version authentique ? Vous vous rappelez de la citation de Schopenhauer ? Vous vous souvenez sans doute comme moi de cette fameuse série télévisée américaine « La vérité est ailleurs » ? En l'occurrence, elle était ailleurs.

En janvier 2017, un haut responsable du Quai d'Orsay, confiait publiquement que le Ministère des affaires étrangères avait eu tort de personnaliser le débat en Syrie autour de Bachar el-Assad. Il ajoutait : « il faut reconnaître que Assad dispose encore de soutien populaire, peut-être aux alentours de 30% de Syriens, les minorités en particulier ». Ces propos soudainement réalistes contrastent avec tous les éléments de langage abondamment distribués par Laurent Fabius et en haut lieu à Paris depuis 6 ans, qu'il s'agisse du départ prochain du dictateur ou de la révolte d'un peuple contre Assad. Encore une fois Schopenhauer...

La communication change tout et comme jamais auparavant, l'on sait ce qui se passe : l'information est immédiate, les techniques de collecte et de traitement des données sont précises. Pourtant l'on n'a pas l'intelligibilité des situations et des dynamiques globales. Au XIXème siècle, les données manquaient mais l'intuition et le raisonnement permettaient de combler les blancs... Aujourd'hui, la relation est inverse entre toutes les données accessibles et leur compréhension erronée ou partielle.

4.- L'urgence ne permet plus une analyse approfondie de la situation

D'ordinaire la pensée était à l'origine de l'action. Les responsables politiques évoquaient les tenants et aboutissants d'une action possible. Pour ceux qui nous dirigent aujourd'hui, l'action politique, ce n'est plus l'action : c'est la réaction, la réaction à un problème de court terme. Demandez cela à François Fillon. En général, avoir l'air de faire

quelque chose suffit souvent amplement. Comme s'il ne s'agissait que d'infléchir les conséquences les plus désagréables, sans jamais traiter du problème à la racine.

C'est un retour aux Précieuses ridicules. Dans la scène IX, Mascarille, le valet de chambre au bel esprit, s'exclame : « Les gens de qualité savent tout sans avoir jamais rien appris... ».

Le fait est que sous la pression des ONG, des médias, des réseaux sociaux et des lanceurs d'alerte de tous poils, toujours en recherche de notoriété et souvent de faux prophètes - toujours BHL -, les gouvernements n'ont plus de choix : « pouf, on y va », dès que l'opinion publique se mobilise (à tort ou à raison). Il n'y a plus le temps de l'analyse avant l'action ; Lucky Luke, l'homme qui tire plus vite que son ombre, a fait bien des émules au sein des décideurs politiques.

Un bel exemple du « pouf, on y va » le plus catastrophique par son absence d'analyse des conséquences possibles est l'intervention française et otanienne en Libye.

Comment cela s'est-il passé ? Le 12 décembre 2007, Kadhafi pose poing levé sur le perron de l'Elysée. Le 20 octobre 2011, il est stoppé par le tir d'un Mirage 2000 de l'armée française et lynché par des opposants du régime.

Avant sa visite, un accord-cadre stratégique avait été publié au Journal Officiel le 15 novembre 2007 engageant Paris dans les secteurs les plus sensibles de l'appareil d'Etat libyen. A mi-décembre, sous la tente qu'il a fait dresser dans les jardins de l'hôtel Marigny, se pressent les plus grands patrons et l'on évoque de mirifiques contrats. Kadhafi avait appâté Nicolas Sarkozy avec la perspective d'un achat exclusif d'armement pour plusieurs dizaines de milliards de dollars, une transaction qui devait, expliquait le Président français « générer plus de 30.000 emplois » (14 Rafale, 35 hélicoptères, six navires, des blindés, des radars, etc). A la date butoir du 1^{er} juillet 2008, fixée par un accord exclusif conclu avec les industries d'armement concernées par ces marchés, l'encre avait séché dans le stylo. En revanche le colonel Kadhafi avait fait affaire avec les Russes pour ses avions de chasse et avec son ami Berlusconi pour le reste. Mouammar Kadhafi avait ridiculisé Nicolas Sarkozy. Il venait de signer son arrêt de mort.

Vous trouverez ce récit aux pages 51-53 de l'excellent ouvrage « Arrogant comme un Français en Afrique » écrit en 2016 chez Fayard par Antoine Glaser, pendant 30 ans le directeur de « La Lettre du Continent », la publication de référence sur l'Afrique, l'un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique qui se puisse trouver. Glaser n'a jamais été inquiété.

5.- La façon de faire la politique a changé.

Les modes de gouvernement ont changé. La démocratie se fait présidentielle, le Parlement n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. La meilleure expertise est bel et bien présente en France mais inaudible par la politique et remplacée par les béni-oui-oui qui entourent les décideurs.

Qui fait la politique si ce n'est les entourages du Président, du Premier Ministre comme des Ministres. Leur administration est doublée par des cabinets influents peuplés de brillants esprits de 35 ans sortant des plus grandes écoles, dénués de toute expérience

sur le terrain. On ne supporte plus la contradiction, c'est-à-dire les avis compétents. Trump vire son Ministre de la Justice temporaire à la première discorde.

Bien des observateurs du personnel gouvernemental le voit plus « médiocre que par le passé », « naïf ou aveugle », « qui ne voit que ce qu'il veut bien voir », « prisonnier de bulles fermées sur l'extérieur », « déconnecté d'avec le peuple ». D'un « analphabétisme transcendantal », ai-je même lu. Marcel Gauchet qui n'est pas n'importe qui dit que « l'Occident est devenu un canard sans tête qui court sans savoir où il va » (Le Point 2317 du 2 février) et il ajoute que « malheureusement pour nous les hommes politiques sont assez loin de la mesure des enjeux car ils sont pris dans un routine politique qui est en déphasage complet. Il faut dire que les enjeux sont colossaux ».

Le Professeur Conesa a parlé récemment dans des consultations à l'IRIS « de la nécessité de prendre la mesure des limites intellectuelles du personnel politique, de la façon dérisoire dont sont prises les décisions aujourd'hui sous le double coup de l'émotion immédiate et des actualités électorales sur le court terme.

Aujourd'hui, la connaissance est très spécialisée, comme départementalisée, aussi sur le plan universitaire. C'est le monde de l'expertise où quelques chercheurs universitaires savent tout dans leur domaine. Et beaucoup moins en dehors. Le monde politique, quant à lui, croit tout savoir mais sur rien. J'ai eu des ministres des affaires étrangères en Suisse et des parlementaires particulièrement ignorants du monde international. A faire peur.

En conséquence, la connaissance et la compréhension du monde international est avec ces experts. Elle est extérieure au monde politique. Le savoir s'est spécialisé et approfondi mais aussi latéralisé comme outil. Michel Serres affirme qu'il n'y a plus rien à apprendre car l'on peut solliciter partout des experts. Il y a une cassure anthropologique dans la connaissance. Or le statut de la connaissance dans notre monde est la clé. La NSA sait tout et ne comprend rien. Donc il ne suffit pas de convoquer des experts. La réforme de l'entendement des responsables politiques est indispensable pour comprendre.

C'est la responsabilité des politiques, ou ce devrait l'être ! Mais le temps leur manque.

L'hypothèse charitable consiste à dire que les responsables politiques se savent dans le déni du réel. Mais le savent-ils vraiment, y-a-t-il simplement une volonté de dissimulation des vrais problèmes, la nécessité de gérer d'abord et avant tout les médias et l'opinion publique, une inavouable insuffisance de moyens militaires et financiers, un trop plein de problèmes ingérables sur le fond ??? ou n'y a-t-il pas une inconscience relative, un manque d'information, une méconnaissance des situations. Un mélange des deux, peut-être. (Exemple du petit-déjeuner chez Copé alors jeune Ministre de la Communication).

L'on peut mesurer avec effarement les dérives qui accompagnent aujourd'hui un certain naufrage de l'esprit dans l'analyse que font certains hommes politiques actuels des crises en cours.

Trump en est le premier exemple. « Fuck the EU », déclare la Secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis, Victoria Nuland pour un exemple de politique au premier degré. Laurent

Fabius déclare « j'en ai marre de ces histoires de curé » en supprimant d'un trait de crayon le pôle des religions que son prédécesseur Bernard Kouchner avait créé très judicieusement au Quai et confié au meilleur spécialiste des religions du Moyen-Orient.

Des amis, anciens ministres sous Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, des parlementaires aussi, m'ont tous déclaré crouler sous les tâches quotidiennes et ne jamais pouvoir respecter les activités planifiées par leur secrétariat pour la journée. Chaque jour apportant son lot de surprises et d'urgences. L'un d'eux me disait en réponse à ma question sur la prise en compte du long terme : pour moi le long terme, le très long terme, c'est la semaine suivante... ».

Vers la fin janvier 2017, Didier Migaud, premier président de la Cour des Comptes, ex-député PS, à l'occasion des vœux au gouvernement, fustigeait l'attitude des hommes politiques au pouvoir qui « ne peuvent s'empêcher de travestir la réalité et d'enjoliver les comptes publics », parlant de contes de fées, de tour de passe-passe, et même de rivalité avec les magiciens. Il va même jusqu'à parler « d'élixirs d'alchimistes ». L'allusion au déni du réel est manifeste. On ne regarde pas la réalité en face et l'on y préfère les écrans de fumée. En politique intérieure comme en politique étrangère.

Ceci permet de mettre en exergue l'impuissance du pouvoir aujourd'hui. La fonction gouvernementale est aujourd'hui discréditée pour des raisons qui tiennent autant à la médiocrité grandissante du personnel politique en général qu'à la fascination et l'obsession de la personnalisation du pouvoir, encore aggravée en France par les institutions de la Vème République et la « société du spectacle » qui contraint le dirigeant qui veut plaire aux médias (ils le veulent tous) à se soumettre à l'esprit de l'époque.

Un cocktail qui signe le déclin vertigineux de la vie politique en Occident dont chacun peut faire le constat depuis 20 ans. On lira avec profit les intéressants « Carnets de l'Elysée » (2014) de Maxime Tandonnet et aussi son dernier ouvrage « Les parias de la République », Perrin, 377p., consacré aux visionnaires incompris, forcément incompris et aux grands serviteurs de l'Etat qui furent mis à l'écart.

Les hommes de caractère, les insoumis en révolte contre l'ordre établi, le conformisme et l'idéologie dominante sont des parias condamnés à l'anonymat, ignorés ou alors méprisés par leurs compatriotes qui commencent par mettre de côté tous les faits qui leur déplaisent. Comme Sade le disait : « prospérité du vice et malheurs de la vertu » !

Pour revenir au temps qui manque, l'on peut mettre en opposition la longue patience millénariste des islamistes et l'urgence électoraliste du côté de nos démocraties. Le Président Hollande, récemment à Bagdad, les yeux dans ses jumelles, regarde le vide du désert irakien et dit « 2017 verra la victoire contre le terrorisme ». Les 21 et 22 janvier 2017 dans le Figaro, l'islamologue Mathieu Guidère (« La Guerre des islamismes », Gallimard, Folio, 2016) déclare que la guerre de religion imposée par Daech peut durer trente ans. Ce que disent les sachants n'atteint pas la sphère politique.

De toutes les manières, les possibilités d'action des politiques sont locales ou nationales tandis que beaucoup des plus importants problèmes qu'ils doivent affronter sont globaux. Comme l'on sait, les forces libérées par les progrès technologiques se

soustraient au contrôle des nations surtout dans les domaines de l'intelligence artificielle et des biotechnologies. Exemple : personne ne contrôle l'usage du cyberspace ; il n'a pas de loi ni de jurisprudence. Les phénomènes d'ubérisation précèdent la loi et les évolutions sociales. Et donc les institutions politiques s'avèrent toujours plus inappropriées pour maîtriser les nouveaux défis. L'Etat-nation s'érode, il perd de sa compétence à résoudre les problèmes.

6.- La solution des grands problèmes du monde semblent être hors de portée (développement, démographie galopante, immigration, insécurité)

Le sentiment général de précarité qui a accompagné le processus de dérégulation économique avive la méfiance de tous contre tous. Parce qu'il entraîne des révolutions technologiques de plus en plus rapides, le progrès représente une menace. Chacun est pour l'autre un adversaire et un concurrent potentiel. Comment gérer alors des problèmes de long terme ?

Il en va de même à l'international : pour l'ancien Premier Ministre belge, Guy Verhofstadt, il y a quelques jours, l'UE a trois ennemis, selon l'une de ses dernières déclarations : la Russie, les USA et les immigrants...chacun est pour l'autre un adversaire...Il oublie la Chine...et l'Arabie saoudite...

Je vous renvoie à deux livres formidables de Serge Michailof : « Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues » Paris, Fayard, 2015 et « Notre Maison brûle au Sud », Paris, Fayard, 2013, une importante somme d'analyses et de propositions sur les chocs qui allaient frapper les pays du Sud et, par ricochet, les pays riches, si ces derniers ne s'y prenaient pas autrement, c'est-à-dire ne trouvaient de solutions à long terme aux problèmes de la planète.

Exemple : l'inadéquation de la réponse qui est à ce jour exclusivement de nature militaire donnée à la poursuite de la dégradation sécuritaire au Sahel qui pourrait se traduire par un exode massif des populations vers les pays côtiers, l'Afrique du Nord et l'Europe.

L'ONU considère dans l'un de ses rapports sur les conflits en Afrique (2012) que la jeunesse des bidonvilles représente l'un des facteurs les plus dangereux et déstabilisant pour notre monde. Entre illusions identitaires, manque d'éducation, chômage, sentiment de manque d'avenir et perception d'inégalité, de corruption et de prédation, le mélange est explosif. Partout dans le monde la pauvreté devient insupportable face à l'opulence. La lutte contre l'exclusion devient un enjeu primordial. Voilà une étincelle prête à faire exploser tous les barils de poudre... d'autant que deux tiers des citoyens en Afrique vivent dans des bidonvilles et sont des victimes toutes désignées pour les recruteurs en tous genres, surtout wahhabites. On ne voit pas grand chose d'efficace se profiler à l'horizon comme remède à cette situation.

Michailof cite les travaux du très remarquable Paul Collier qui démontre que les migrations économiques de masse qui caractérisent notre époque sont une réponse au

phénomène d'extrême inégalité au niveau mondial dans un contexte d'accélération de la circulation de l'information. « Qui sème des migrants récolte de l'argent », me confiaient des Maires africains lors d'une de leur Assemblée générale annuelle. Vous savez dans ce domaine comment l'Union européenne s'y prend et la France également.

L'indifférence n'est pas une politique car pour éviter que les métastases nous atteignent, il est grand temps de réfléchir aux solutions qui nous permettront d'éviter que l'Afrique en crise ou le Moyen-Orient n'arrivent dans nos banlieues. Vous avez entendu les candidats à la présidentielle vous parler de ces dangers à nos portes ? et de leurs solutions ?

Certes Einstein a toujours considéré qu'il ne fallait pas demander à ceux qui ont créé les problèmes de les résoudre. Aujourd'hui les problèmes nécessitent des solutions à long terme confiées à des politiciens fascinés par le court terme de leur législature.

Michailof l'a bien compris lui qui renvoie les partenaires dos-à-dos : « à moins d'un redressement rapide de la situation et sans un changement radical des comportements et des modes de soutien et d'appui de la communauté internationale , alors oui, on a des raisons de craindre l'avenir.

Cet espoir qu'il entretient se heurtera sans doute aussi à la fameuse déclaration de Friedrich Schiller affirmant que contre la stupidité, même les dieux luttent en vain. En fait ce contre quoi les hommes sensés luttent en vain est l'indifférence de nos responsables politiques à tous les intérêts en dehors des leurs propres, à court terme.

Devant une telle accumulation de problèmes, comment les pouvoirs d'Etat feront-ils pour ne pas baisser leur garde ou simplement retarder les échéances.

Sur ces problèmes, il faut lire l'un des plus grands penseurs actuels, Zygmund Bauman, professeur en Angleterre, heureusement traduit en français.

Nous ne pouvons espérer résoudre les problèmes de ce monde et en particulier la pauvreté sans s'attaquer aux inégalités. Aujourd'hui les 85 personnes les plus riches du monde ont autant que les 3,5 milliards les plus pauvres...1% de privilégiés de cette planète possède la moitié de la richesse de notre monde. Nous créons un cercle vicieux extrêmement volatile. Nous n'avons aucune chance de briser ce cercle. Nous ne pouvons qu'essayer de faire croire que nous nous y attaquons. Ce que fait l'ONU avec ses objectifs du Millénaire et leur suite....Nuit et Brouillard.

7.- Le facteur religieux est négligé

« Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et qui en conséquence, est sûr de mériter le ciel en vous égorgeant ? » Voltaire, « Dictionnaire philosophique », article sur le fanatisme, 1764...

A l'heure de la mondialisation, la patrie de l'identité a de moins en moins la dimension du territoire (le but des multiculturalistes) et de plus en plus celle d'une appartenance.

Les religions peuvent jouer le rôle de nouvelles nations transnationales. Elles alimentent la foi dans un destin commun et sont capables de réchauffer le cœur des fidèles bien mieux que la froide et raide soit-disante universalité des droits de l'homme. Pour certains en effet, les religions semblent être la réponse au droit spatial anonyme dépersonnalisant produit par la mondialisation.

Mais la dérive identitaire du phénomène religieux contient le péril de l'intolérance et sera, à son tour, source de conflits.

En effet la nouvelle vitalité acquise par le facteur religieux au plan local et international interpelle. C'est que les hommes trouvent dans la politisation du religieux ce qu'ils ne trouvent plus dans les politiques de solidarité devenues absentes ou aléatoires ou des échecs patents (comme la politique des banlieues en France où des dizaines de milliards d'euros ont été investis en vain).

Le religieux devient pour beaucoup le plus important pourvoyeur de sens.

Mais l'on ne voit pas non plus que Daech et ses salafistes djihadistes présentent à ce jour la seule idéologie contre la mondialisation en proposant une utopie dotée d'un sens mythologique et apocalyptique.

Gilles Kepel s'étonne à juste titre que personne n'ait prêté attention au fait que depuis une dizaine d'années, le djihadisme, tel qu'il se déploie en France, est la pure et simple mise en œuvre d'injonctions qui figurent dans un document facilement accessible publié en 2005 par Abou Moussab al-Souri. Ce texte appelle à la résistance islamique mondiale et définit l'Europe comme le ventre mou de l'Occident. L'un des prédicateurs vedettes de l'islam, président de l'Union mondiale des savants musulmans, Youssouf al-Quaradhawi soutient en 2002 que la conquête de l'Europe se fera cette fois non pas par l'épée mais par la prédication et l'idéologie.

Christopher Caldwell , un journaliste canadien, écrivait dans son livre phénoménal « Une Révolution sous nos yeux. Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe, Editions du Toucan, 540 p., octobre 2011 » :

« Cette immigration de masse ne valorise pas la culture européenne. Elle la supplante. L'Europe ne fait pas bon accueil à ses tout nouveaux habitants, elle leur cède la place ».

L'écrivain algérien Boualem Sansal nous avertit lui-aussi : « Je vous le dis franchement, je crains pour vous. Vous me semblez si peu préparés, pour ne pas dire si indolents. Je ne sais pas trop non plus si vous vous rendez compte que vos gouvernants, qui sont d'une pusillanimité indescriptible, vous poussent carrément dans le cauchemar ». (Lettre à un Français sur le monde qui vient, Le Figaro, 16 septembre 2015)

Le grand historien Fernand Braudel dans son essai magistral sur « L'identité de la France », qui date de 1986, écrivait : « L'islam n'est pas seulement une religion, c'est une civilisation plus que vivante, une manière de vivre, un droit fondé sur cette loi supérieure qu'est la religion du Coran. Et une loi qui ne reconnaît pas le droit occidental ».

« Le plus grand dérèglement de l'esprit consiste à voir les choses telles qu'on le veut et non pas telles qu'elles sont », Bossuet.

« Si vous êtes trop lâche pour regarder ce monde en face afin de le voir comme il est, détournez les yeux », Georges Bernanos. C'est une pratique largement répandue.

8.- La raison est remplacée par l'émotion

Nul autre que Dominique Moïsi n'a mieux décrit ce phénomène que dans son ouvrage « La Géopolitique de l'Emotion », 2009, dans lequel il analyse l'importance de l'impact des émotions sur la globalisation. Il nous explique comment la peur, les humiliations et l'espoir refont le monde. Les émotions sont subjectives et passablement irrationnelles.

Jusque là l'on pouvait considérer que la géopolitique était essentiellement faite de calculs froids d'intérêts nationaux, de puissance militaire, de ressources économiques, de frontières délimitées ainsi que d'une manière générale de données rationnelles et objectives (Clausewitz, Raymond Aron, Kissinger). Aujourd'hui, nous avons affaire avec des politiques technocrates cérébraux qui parlent de rationalité mais dans leur monde dominé par les émotions.

Les autorités françaises, contrairement aux autorités américaines, allemandes ou britanniques, ont déclaré la guerre au terrorisme (comment peut-on faire la guerre à un concept ?), sous le coup de l'émotion des attentats et ne traitent du problème que comme une question de droit commun ou comme un phénomène de violence.

La Troisième République a eu fort à faire entre 1880 et 1910 avec l'anarchisme. Elle ne lui a jamais déclaré la guerre. Le cheval de bataille des politiciens européens d'aujourd'hui, c'est de convaincre la société que tout refus de l'islam (de quelque obédience que ce soit) équivaudrait à du racisme. Une grande partie des médias et de la classe politique est tombée dans le piège de la complaisance.

La France a déjà oublié ce qui s'est passé en 1958.

Dans « La France ciblée », de Gregor Matthias, Vendémiaire, l'on opère un retour en août et en septembre 1958 quand le FLN lance en métropole française une violente campagne d'attentats. L'organisation indépendantiste cherche alors à desserrer l'étau qui s'exerce sur elle sur le territoire algérien (parfaite similitude avec Daech, ses difficultés sur le territoire du « califat » et les attentats en Europe). Une guerre impitoyable éclate alors entre les forces de l'ordre et la Fédération musulmane de France du FLN .

Le FLN a voulu créer un Etat indépendant en France « dans le cadre des principes islamiques ». La simple consommation d'alcool pouvait conduire à la mort les immigrés algériens récalcitrants. L'organisation subversive clandestine utilise à la fois les méthodes du banditisme, du terrorisme et de l'intimidation psychologique (comme aujourd'hui).

Elle sait en même temps manipuler les leviers démocratiques que sont les avocats, les associations de défense des droits de l'homme et des libertés, la presse, les pétitions

d'intellectuels progressistes pour faire pression sur l'opinion publique, la justice et l'Etat (absolument rien de nouveau sous le soleil depuis 1958, c'est-à-dire depuis 58 ans... par rapport à aujourd'hui, les méthodes sont rigoureusement les mêmes). Le FLN menait une lutte d'une extrême violence contre son concurrent musulman nationaliste du MNA (même luttes fratricides aujourd'hui) : les noyades et les égorgements se multipliaient.

Cette montée aux extrêmes du FLN explique la sévérité de la réaction des autorités françaises qui ont transposé des méthodes de contrôles de la population qui avaient fait leurs preuves.

(Le Commandant David Galula jouera un rôle clé dans cette stratégie de contrôle de la population algérienne et ses méthodes inspireront plus tard les Américains en Irak et en Afghanistan).

Il s'agissait de lever le climat de terreur par l'élimination de la minorité hostile, le ralliement à la cause du gouvernement français de l'immense majorité des Français de souche nord-africaine et l'encadrement de ces structures par des Algériens énergiques et favorables. Et aussi, pour le volet social, améliorer les conditions du logement et l'aide à l'emploi.

Les Français ont réussi à infiltrer le FLN dans ses plus hautes sphères. Les suspects ont été identifiés et arrêtés. Pendant cette guerre, les forces de l'ordre n'ont jamais cessé d'être les victimes du terrorisme ciblé de la Fédération de France (comme aujourd'hui), tout comme les Algériens francophiles.

On dénombra en tout 4000 morts par attentats et 880 blessés contre 238 aujourd'hui. La dureté de la lutte antisubversive a permis d'anéantir les capacités offensives du FLN en métropole. Il n'y a pas eu de déclaration de guerre contre le terrorisme.

Pour répondre à cette menace, les autorités françaises avaient su mettre en place des structures adaptées.

Il faudrait aussi ajouter un fait sociologique important qui fait que nos sociétés en Europe occidentale, à l'abri de la guerre depuis 1945, ayant confié leur défense à l'OTAN, sont plus facilement que jamais désemparées par les épreuves. Le 26 août 1914, la France a pu décompter 14.000 de ses soldats tués. Personne n'en a rien su sur le moment.

Nos responsables n'écoutent pas ceux qui les préviennent. Ils ne lisent pas les rapports qui leur sont soumis. Ils sont dans l'irénisme. Le 6 mars 2011, Alain Juppé assure que les Frères musulmans qu'il a rencontré au Caire lui ont fait part d'une vision d'un islam libéral et respectueux des règles démocratiques ». Personne ne lui a traduit les textes en arabe que les Frères musulmans publiait à la même époque. En mai 2012, il dira qu'il est fier de ce que la France a fait en Libye où la France a évité un massacre. On a mal lu ou mal entendu. C'est tout ce que l'on peut dire de charitable.

Philippe de Villiers, Les Cloches sonneront-elles encore demain, Albin Michel, 313p., 2016, cite une anecdote rapportée par Alain Peyrefitte qui citait un personnage célèbre qui faisait usage de raison :

« C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne... Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et les Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, mon village ne s'appellerait bientôt plus « Colombey-les-deux Eglises » mais « Colombey-les-deux-Mosquées ».

Par contre le Ministre de l'identité française de l'époque, Eric Besson, sans doute sous le coup de l'émotion le 5 janvier 2010 à La Courneuve, en vint à expliquer que le peuple français n'existait pas : « La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, c'est un agglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de souche, il n'y a qu'une France de métissage ». A vous de choisir.

9.- Le manque de solidarité internationale

Le néolibéralisme a mis fin à la solidarité. La solidarité sociale a été évincée au profit de la responsabilité individuelle. C'est désormais à chacun de veiller à sa survie dans un monde imprévisible. Encore une fois, il n'y aurait pas d'autre remède face à la crise dans laquelle se trouve l'humanité qu'une solidarité mondiale.

Plus rien n'est local: ni les touristes, ni les terroristes, ni les réfugiés, ni les maladies, ni les gaz à effet de serre, ni la diversité des espèces, ni le climat, etc. Les problèmes d'aujourd'hui sont des conséquences cumulatives au niveau mondial. La communauté internationale se fixe des objectifs à grands coups de conférences internationales mais toute action susceptible d'en résulter est volontaire et ne représente que des aspirations politiquement correctes et totalement irréalisables dans le contexte présent où les égoïsmes individuels, sociétaux et d'Etat prédomineront longtemps encore.

Il n'y a plus de relation entre un problème qui se pose à l'échelle de la planète et une solution nationale. La solidarité est aujourd'hui peu probable entre Etats car leurs intérêts divergent dans la mesure où ils se trouvent à des stades très différents de développement. Une solidarité mondiale dans ces conditions est impossible. Il n'y a aucune solution consensuelle envisageable actuellement.

La COP 21 est en la preuve puisqu'au-delà des bonnes intentions et des promesses, personne ne s'est en fait engagé à rien. Mais ces conférences débouchent sur une dépense d'énergie sur le court terme colossale qui fait penser à la mouche du coche de La Fontaine. Leurs participants ont l'impression de faire avancer les choses. Sans que le long terme en soit en rien changé. Et de grands Etats comme la Chine, l'Inde, le Brésil, les USA y sont de fait opposés. Déjà à la COP22 les gouvernements se sont retirés pour laisser le champ à la société civile...le soufflé est retombé.

Nous vivons un monde de disruption (un phénomène d'accélération de l'innovation), avec de l'incompréhensible, du désespoir, de la folie (15% des Chinois sont en dépression nerveuse). La consommation des psychotropes est en forte hausse partout.

Penser à un présent aussi envahissant et préoccupant ne laisse plus la place de penser au futur. Le savoir faire est remplacé par la machine (exemple de l'homme et du chien) et le savoir vivre est remplacé par le marketing.

Le GAFa (Google, Amazon, Facebook et Apple) veut imposer son modèle à la société et rendre la puissance publique impuissante. C'est une stratégie de tétanisation de l'adversaire. C'est ce que Nietzsche avait appelé la croissance du « désert nihiliste ». Les individus, les groupes mais aussi la politique en sont totalement désemparés.

Lire Bernard Stiegler, Dans la Disruption, comment ne pas devenir fou, Les Liens qui libèrent, 470p., 2016
Lire Marcel Gauchet, Comprendre le malheur français, Les essais Stock, 361p., 2016

10.- Le manque de moyens financiers pour parer aux conflits

« Les finances publiques doivent être saines, le budget doit être équilibré, la dette publique doit être réduite, l'arrogance de l'administration doit être combattue et contrôlée et l'aide aux pays étrangers doit être diminuée de peur que Rome ne tombe en faillite, la population doit encore apprendre à travailler au lieu d'aller vivre de la dette publique », Cicéron, en 55 avant Jésus Christ.

Des économies en rade, en proie au chômage chronique, ne laissent guère de marge de manœuvre. Un contexte de mauvaise santé financière des Etats dont les revenus chutent et les dépenses augmentent alors que la qualité de vie stagne ou décline, les dettes et les déficits abyssaux de beaucoup de pays européens ne sont pas propices à des investissements ou des politiques de long terme surtout à l'égard du tiers monde.

Une mission d'un seul Rafale maritime décollant du Charles de Gaulle pour aller frapper d'un seul missile une cible à lui assignée en Irak coûte 850.000 euros.

Deuxième partie : la gestion récurrente des crises internationales sur le court terme à l'aide d'exemples pratiques.

Les conflits commencent certes sur le terrain et beaucoup ne débouchent pas sur la scène médiatique. D'autres au contraire sont portés à la connaissance de la communauté des Etats par des vidéos sur You-tube, par des images prises par des téléphones portables, des reportages plus ou moins tronqués (Goebbels disait que plus le mensonge est gros mieux il passera) et finalement par les grands organes de presse et les stations de télévision.

A partir de là, je vais m'attacher à démontrer que toute tentative de résolution des crises et des conflits imposés ou soumis par une pression médiatique à l'attention de la « communauté internationale » passe

- du « politiquement correct » (la plupart du temps onusien),
- aux déclarations incantatoires (le plus souvent étatiques),
- pour aboutir de façon récurrente à une troisième phase de résignation, voire de renoncement, qui fait fi de toutes les problématiques de long terme.

Du politiquement correct...

Une intervention étrangère n'est « politiquement correcte » (qu'elles qu'en soient les véritables motivations qui ne sont pas la démocratie ni les droits de l'homme évidemment, mais un changement de régime ou la mort du dictateur) que dans la mesure où elle bénéficie d'un blanc-seing onusien. Ce fut le cas de la Libye¹, de la Côte d'Ivoire², du Mali³ et de la République centrafricaine⁴.

A chaque fois, le Conseil de sécurité a considéré que la situation constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales. Les mesures décidées le sont alors en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.⁵ Les grandes puissances tentent en effet depuis des années de ne plus agir que dans un cadre multilatéral. Cela rend leurs intérêts égoïstes moins évidents et constitue un parfait écran de fumée.

Dans la pratique, l'on constate, il est vrai, une contradiction assez flagrante entre le souci de se parer de la légitimité onusienne et la tentation régulière de s'en affranchir.

(Il en est ainsi en Libye de l'opération « Harmattan » conduite du 19 mars au 31 octobre 2011 suite à la résolution 1973 du 17 mars 2011 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle autorise les Etats Membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations et zones civiles menacées d'attaque en Libye, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit.)

Ni la lettre ni l'esprit de cette résolution n'ont été respectés. Des armes ont été livrées aux rebelles et des troupes spéciales ont été présentes au sol. L'objectif sous-jacent visant à forcer un changement de régime qui a entraîné la mort de Kadhafi ne figurait pas non plus dans le texte de ladite résolution et va bien au-delà de la protection des populations civiles de Benghazi.

¹ Résolution CS/ONU 1973 du 17 mars 2011

² Résolution CS/ONU 1975 du 30 mars 2011

³ Résolution CS/ONU 2085 du 20 décembre 2012 qui demande aux Etats Membres de fournir un soutien aux forces de défense malienne afin de rétablir l'autorité de l'Etat sur la totalité du territoire national et réduire la menace posée par des organisations terroristes y compris l'AQMI et le MUJAO et les groupes extrémistes qui leur sont affiliés et résolution CS/ONU 2100 du 25 avril 2013

⁴ Résolution CS/ONU 2127 du 5 décembre 2013

⁵ Charte des Nations Unies, Chapitre VII, articles 41 et 42

(La palme du « politiquement correct » revient à ceux qui prétendent aujourd'hui n'intervenir que le temps donné à l'Afrique pour régler elle-même ses propres problèmes. Passer le relais aux Africains devient la chose à faire.⁶ James Wolfenson en juillet 2002 avait déjà parlé de « African solutions to African problems », ce qui consiste à transférer la responsabilité de ceux qui pourraient apporter des solutions à ceux qui ne le peuvent pas⁷. C'est aussi remplacer la résolution politique par l'indignation morale et donc par une aide humanitaire bon marché et consensuelle, de plus favorablement perçue par les médias occidentaux, que Gérard Prunier décrit comme une alternative à des engagements plus lourds militaires ou à long terme).

II

...aux incantations. Selon la double définition du « Robert », Dictionnaire de la langue française, volume V : 1) emploi de paroles, de formules magiques, pour opérer un charme, un sortilège ; 2) action d'agir avec force par l'émotion.

Les responsables politiques promettent toujours des interventions « désintéressées », « limitées », « faciles » et « rapides ». Ni trop « longues », ni trop « chères ».

Le manque de moyens financiers d'une part⁸ et militaires⁹ d'autre part, tout comme la nécessité de s'assurer du soutien de l'opinion et des médias expliquent cette revendication d'interventions courtes et sans risques. A propos de la RCA, François Hollande a déclaré que l'action militaire française serait « rapide » ou encore qu'elle n'a pas « vocation à durer », qu'il est « sûr de son succès ». On sait ce qu'il en est advenu.

Trois jours après la prise de Kidal, le 30 janvier 2013, François Hollande accueilli à Bamako déclare le 2 février 2013 « je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique », incroyable déclaration incantatoire alors que la guerre est loin d'être gagnée de façon définitive sans même parler des vrais problèmes du pays.

John Kerry, Secrétaire d'Etat américain, est au-delà des incantations en déclarant le 10 décembre 2016 à Genève, dans sa volonté farouche de voir des Américains au sol en Syrie, que « la Syrie était le pire conflit que le monde ait connu depuis la deuxième guerre mondiale », oubliant pêle-mêle le Vietnam, l'Afghanistan, l'Irak, le Rwanda (2 millions de morts), l'Afrique des Grands Lacs (2 millions et demi de morts), l'Argentine et le Chili, l'Amérique centrale et les sanctions imposées pendant 13 ans à l'Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui ont tué selon les rapports de l'ONU près de 850.000 personnes innocentes, dont 500.000 bébés par privation de nourriture et de médicaments, soit les pires souffrances humaines jamais infligées à des innocents civils par des sanctions américaines et britanniques, une vérité cachée et des crimes dont personne n'a jamais pris la responsabilité. Sans parler des 700.000 morts pour la

⁶ Gérard Prunier, « Africa's World War. Congo, the Rwandan genocide and the making of a continental catastrophe », Oxford University Press, 2009, 529 p.

⁷ Gérard Prunier, op. cit., idem

⁸- Une mission d'un Rafale atlantique décollant du Charles de Gaulle dans l'Est méditerranéen avec l'objectif de larguer un missile sur un objectif en Irak coûte 850.000 euros...

⁹ Pour l'opération Barkhane qui couvre tout le Sahel, la France ne peut y consacrer que 3500 hommes, 20 hélicoptères, 6 avions de combat et 3 drones...

démocratie américaine lors de l'intervention militaire de 2003, qui portait tristement le nom de code « Shock and Awe », « choc et terreur », il faut oser.

On éteint des incendies que personne n'a songé à prévenir et l'on est réduit à répondre en catastrophe à chaque crise, mais sans jamais se préoccuper du jour d'après. « Notre principal ennemi est le temps » : déclare l'Amiral Edouard Guillaud, ancien Chef d'état-major des armées.

III

De la désinvolture à la résignation

La *désinvolture* consiste à affirmer que l'intervention est une réussite (ce qui peut-être vrai sur le court terme et cela a été le cas de l'intervention Serval, remarquable opération militaire à porter au crédit de l'armée française), que les élections ont été libres, fiables et transparentes et que la stabilité revenue, le pays en crise pourra repartir de l'avant...comme si les problèmes séculaires s'étaient envolés et que le développement sera au rendez-vous.

La régénération d'un équilibre politique sera généralement moins durable qu'on ne le souhaiterait. Les complexités des situations sont toujours sous-estimées. La désinvolture réside aussi dans le fait de vouloir imposer des élections en février 2015 à la RCA : l'Etat a disparu, les actes de l'état-civil ont été détruits, les listes électorales doivent être entièrement reconstituées et la capitale a perdu tout contact avec les régions du territoire national.¹⁰

Mais des élections rapides donnent certes une « bonne conscience aux dogmatistes du suffrage universel en tous lieux et en toutes circonstances »¹¹. Au nom des valeurs occidentales et du mythe universaliste du vivre ensemble la seule solution proposée depuis les indépendances est électorale. L'expérience a pourtant démontré que les élections n'ont jamais traité en profondeur les causes des affrontements car elles n'effacent pas les réalités géo-ethnographiques. « La pluie n'enlève pas les rayures des zèbres », dit-on en Afrique.

(Mais il y a plus grave : les mathématiques électorales confirment à chaque fois la domination ethnographique des plus nombreux. Les peuples minoritaires y voient leur ressentiment à chaque fois aggravé. Le feu qui couve se rallume. Il faudrait aussi souligner l'enracinement endémique de la fraude fiscale au sein des régimes en place.¹²)

Voilà pourquoi les interventions militaires successives pourtant toujours « couronnées de succès » sont suivies d'échecs politiques et aussi en matière de développement.

La *résignation* consiste à considérer que la responsabilité de protéger, une fois démontrée, l'on va pouvoir regarder ailleurs et passer à la prochaine crise.

¹⁰ Cf Didier Niewiadowski, « La République centrafricaine : le naufrage de l'Etat, l'agonie d'une Nation. », sur son site, brillante étude de 67p.

¹¹ Cf texte cité à la note 15, page 60.

¹² Cf Paul Collier, « War, guns and votes. Democracy in dangerous places », Harper Collins, New York, 2009

(Qu'en est-il de la Libye ?

La pertinence des motifs de l'intervention française restera longtemps sujette à caution. La guerre française contre le régime libyen cachait divers appétits déguisés derrière le masque de la morale. L'on ne peut que déplorer les résultats catastrophiques de l'opération Harmattan, aventureuse et bâclée, dont les suites mal évaluées se sont révélées désastreuses et surtout favorables aux islamistes en contribuant directement au chaos que l'on connaît aujourd'hui dans la zone sahélo-saharienne et au Mali.

Plus de six ans après la chute de la dictature de Kadhafi, la Libye reste la proie d'une anarchie qui paralyse la reconstruction institutionnelle. Plus de six ans après la chute de Kadhafi (mort en octobre 2011), il faut se résigner à voir les milices armées sévir en toute impunité. Il n'y a pas d'Etat au milieu des luttes de clans et d'intérêts locaux. Le « Sud-libyen est devenu un trou noir » (déclaration du Chef d'état-major de l'armée française) : il faudrait une opération internationale de sécurisation, « faire l'après-vente » du renversement de Kadhafi, comme le dit si bien le Ministre nigérien de l'intérieur.)

(Qu'en est-il de la Côte d'Ivoire ?

L'intervention militaire dans des conditions sujettes à commentaires divers devait conduire à un processus politique pacifié et la reconstruction économique. La réconciliation nationale est à l'heure loin d'être totalement assurée.

Si la Côte d'Ivoire semble sortir du marasme, la corruption du clan Ouattara et les tensions politiques fragilisent la normalisation. Un « match retour » est toujours possible tant le chaos, les massacres et la guerre civile ont laissé des traces. D'autant que l'on note une étonnante dérive des autorités qui réservent l'essentiel des positions de pouvoir rémunératrices aux « Dioulas » créant ainsi des ressentiments multiples et confortant beaucoup d'investisseurs dans leur conviction que le régime est instable car incapable d'intégrer les Bétés et les anciens partisans de Gbagbo. Une violente revanche des partisans de Gbagbo reste donc possible, car la population gronde : l'argent travaille, mais les poches sont vides. « La croissance ne se mange pas », comme dit un chauffeur de taxi.¹³ Le taux de population vivant sous le seuil de pauvreté (passé de 10 à 50% en dix ans) alimente toutes les rancœurs. L'économie qui redémarre le fait de manière assez exclusive...)

(Qu'en est-il du Mali ?

Les élections n'ont rien réglé concernant le problème Nord-Sud. Tout au contraire, serait-on tenté de dire : légitimés par le scrutin, les politiciens sudistes négro-africains refusent en fait de prendre en compte les revendications des « Peaux blanches » nordistes musulmans. Pour Bamako, l'ennemi n'est pas tant les islamistes qui combattent des soldats français mais les séparatistes touareg qui les aidèrent dans cette lutte et qui depuis 1958 ne veulent pas faire partie d'un Etat négro-africain au Sud.

La colonisation a souvent été un cadre protecteur pour les ethnies dominées d'Afrique noire. Dans le passé, ce sont les Touaregs qui razziaient les Négro-africains. Les indépendances ont été vécues comme une catastrophe et une perte de puissance pour les Touaregs, désormais marginalisés par les populations du Sud.¹⁴

Les attaques terroristes (nouvelles alertes djihadistes), les actes de banditisme, les violences entre communautés et la contestation sociale reprennent dans le Nord. Le pouvoir tarde à mettre en place la politique de réconciliation indispensable et à restaurer les services de base. La faiblesse de l'unité intérieure du Mali constitue sans doute la caractéristique géopolitique majeure de ce pays. Plus de deux tiers des Maliens vivent sous le seuil de pauvreté et la faim menace des millions de personnes...)

(Qu'en est-il de la République centrafricaine ?

¹³ cité par Jean-Baptiste Naudet dans Le Nouvel Observateur no 2571.

¹⁴ Cf. Aymeric Chauprade, dans l'ouvrage cité à la note 2, tableaux des pages 15 et 18.

La France a laissé s'installer pour la première fois des bandes de pillards musulmans tchadiens et soudanais (des « prédateurs sans frontières ») au pouvoir en mars 2013 après avoir donné le pays aux Noirs en 1960. L'antagonisme ancré depuis des générations entre paysans sédentaires chrétiens et éleveurs nomades peuls musulmans a été attisé par les dérives du pouvoir qui a conduit à des massacres. Ceci est le signe de la décomposition totale du corps social centrafricain après des décennies d'incurie de l'Etat, de la fin des solidarités et de l'individualisme de populations livrées à elles-mêmes, commente Roland Marchal. Rien ne se fera sans la réconciliation de la Centrafrique chrétienne avec ses régions musulmanes pauvres et marginalisées, sous peine de partition de fait du pays. Mais le fossé creusé entre nordistes et sudistes interdit en fait dans un avenir proche toute reconstruction de l'Etat.

Le péché d'orgueil des responsables français a été de penser régler l'affaire aussi vite qu'au Mali mais l'opération en solo débouche sur un appel à l'aide à l'Europe alors que les Alliés détournent le regard sur ce qui s'impose chaque jour comme un bourbier humanitaire au sein d'un Etat totalement failli. La France se retirera après une mascarade électorale qui donnera le pouvoir politique au Sud en laissant derrière elle la fiction d'un pays désormais « stabilisé » (jusqu'à la prochaine crise) entre des mains onusiennes habituellement aussi onéreuses qu'inefficaces.

La RCA expérimente aujourd'hui une lente descente aux enfers, elle est un Etat fantôme. Le taux de pauvreté est devenu l'un des plus élevés au monde (80% de la population) et nourrit l'insécurité et la déstructuration de la société.

La forte progression de l'islam radical anti-occidental dans la région et l'affaiblissement du christianisme sont porteurs de confrontations interconfessionnelles et politiques qui portent en germe le rejet du vouloir vivre ensemble et peut-être la partition de l'Etat. Après le Mali et le Nigéria, la RCA pourrait devenir une nouvelle base arrière du djihadisme).

Beaucoup de ces pays ont en commun d'engloutir les financements internationaux, les moyens militaires investis, les budgets en milliards des opérations de maintien de la paix, sans que jamais la paix et surtout le développement ne soient au rendez-vous...

Quant à la résolution de tous ces déterminants de conflits, on laissera le dernier mot à Vaclav Havel : « Sans des valeurs et des obligations morales partagées par tous et profondément ancrées, ni la loi, ni un gouvernement démocratique...ne pourrons fonctionner correctement. ».

Les exemples récents de la Libye, du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la République centrafricaine et de la Syrie en fournissent la démonstration. La résurgence des conflits est inévitable dans la mesure où leurs causes profondes ne sont jamais traitées. Et l'attention du public, des chancelleries, des médias et des réseaux sociaux est très sélective et ne se concentre que sur un très petit nombre de conflits et pas pour très longtemps.

(Ma contribution reproduit les thèses essentielles du volume intitulé « Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention »¹⁵ avec comme objectif celui de démontrer que si les crises et les conflits reprennent dans les années qui suivent la cessation des hostilités, ou une intervention armée étrangère ou encore des premières élections présidentielles et législatives, c'est que leurs causes profondes n'ont pas été traitées. Et que seuls des impératifs de court terme ont été retenus).

¹⁵ Jean-Pierre Vettovaglia (sous la direction de), Jean du Bois de Gaudusson, Christine Desouches, Joseph Maïla, André Salifou, Georges Tsai et Pierre-André Wiltzer, « Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention », collection « Prévention des crises et promotion de la paix », vol. III, Bruylant, Bruxelles, 2013, 1092 p.

Conclusion : L'absence de solution devient la solution.

Nous sortons d'un vieux monde pour pénétrer dans un autre, nouveau, que nous avons du mal à appréhender. Il est en gestation et nous ne pouvons pas savoir ni comprendre aujourd'hui ce qu'il sera demain. Il est relativement indéchiffrable et il porte en lui beaucoup de menaces et quelques vagues promesses de choses à venir. On est loin des descriptions qu'en faisait Philippe Murray dans les premières années du XXIème siècle où il caractérisait notre époque par « son sérieux terrible, sa certitude agressive et béate d'être meilleure qu'un avant dont elle ne veut rien savoir et de se diriger vers un avenir aussi paradisiaque et inéluctable que désincarné ».

J'ai rencontré dans ma carrière Maurice Bertrand, ancien conseiller maître honoraire à la Cour des Comptes française, pendant 18 ans membres du Corps Commun d'inspection des Nations Unies.

Il écrivait ceci dans un petit opuscule intitulé « La Stratégie suicidaire de l'Occident », publié en 1993 : « Par trois fois au cours du XXème siècle, l'Occident a adopté des stratégies suicidaires qui ont abouti à des cataclysmes : les deux guerres mondiales, puis la guerre froide, qui a eu aussi ses millions de morts, et a failli faire périr l'humanité dans un holocauste nucléaire. Il est de plus en plus clair aujourd'hui que l'Occident se précipite vers un autre cataclysme planétaire d'un type nouveau, qui risque d'être encore plus considérable que les précédents. Il serait évidemment souhaitable de pouvoir renverser le cours de cette nouvelle « montée des périls » apparemment inéluctable (on croirait lire Michel Onfray et sa « Décadence »). Une stratégie alternative n'a de chance d'être adoptée qu'au prix d'une transformation révolutionnaire de la philosophie politique actuelle et notamment de son appareil explicatif fait de faux « réalisme » et de « techno-économisme simplificateur ».

Sur le plan sociétal, les refus croisés de l'Autre signent l'échec de la construction de l'Etat et le naufrage de la citoyenneté entraînant la prise de distance communautaire et par la suite les affrontements. C'est ce qui se passe en Irak et en Syrie, en particulier.

L'écrivain Emmanuel Carrère dans « Le Royaume » publié en 2014, distingue deux formes d'esprit : « celui qui croit au Ciel et celui qui n'y croit pas »... « Celui qui pense que nous sommes dans ce monde changeant et douloureux pour trouver la sortie et celui qui accorde qu'il est changeant et douloureux mais que cela n'implique pas qu'il y ait une sortie ».

Changer ce que je viens de vous dire à propos des conflits nécessiterait une énorme prise de conscience de la part des gouvernements, des institutions intergouvernementales et de la communauté des donateurs les amenant à agir au-delà du court terme, comme le disait Maurice Bertrand. Une quantité de raisons rendent cela vraiment difficile comme j'ai essayé de vous l'expliquer. Goya a écrit que « le sommeil de la raison engendre des monstres », en fait des empilements d'irresponsabilités en particulier dans la gestion de l'après-guerre froide, dès 1991.

Alors que faire ?

Kant a écrit que l'état de paix parmi les hommes n'était pas un état de nature. Bien avant lui Plaute avait écrit le fameux « homo homini lupus ».

Au fond, je me demande si l'habileté de l'homme d'Etat post-moderne ne consiste pas à s'approcher le plus lentement possible de la catastrophe et de la constatation que la solution des problèmes nous dépasse ? que le temps manque pour régler dans le court terme des problèmes de long terme...une sorte de quadrature du cercle que les problèmes du monde d'aujourd'hui imposent à la communauté internationale.

Cette attitude est parfaitement résumée par un grand philosophe allemand contemporain Peter Sloterdijk (Peter Sloterdijk, *Après nous le déluge*, Payot, 504p., Paris, 2016) qui écrit : « si l'humanité était en mesure de se mettre d'accord sur une seule proposition exprimant son état d'esprit, elle répéterait probablement le bon mot attribué à la Marquise de Pompadour : « Après nous le déluge ! ». Madame de Pompadour aurait été sans le savoir la plus grande prospectiviste de tous les temps.

Il vaut la peine de solliciter Chateaubriand et ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, IVème partie, livre XII, chapitre 10 soit la conclusion, le 16 novembre 1841,...les dernières lignes. On n'est pas très loin de la Pompadour en plus poétique :

« On dirait que l'ancien monde finit et que le nouveau commence. Je vois les reflets d'une aurore dont je ne verrai pas se lever le soleil. Il ne me reste qu'à m'asseoir au bord de ma fosse, après quoi je descendrai hardiment, le crucifix à la main, dans l'Eternité »,

Une dernière citation vaudra tous les encouragements et vous sortira de mon pessimisme. Nous l'emprunterons à Guillaume le Taciturne, prince d'Orange, qui aurait repris l'aphorisme de Charles le Téméraire : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

L'Algérie bombe à retardement.

Comment l'Algérie pourrait détruire l'Europe", titre "The Spectator".

> > > >

Si les prédictions de ce journal britannique se révèlent exactes, l'invasion migratoire que les Allemands ont connue en 2015, en accueillant 1 million de réfugiés, sera une brouille à côté du gigantesque tsunami que la France pourrait subir dès 2017.

> > > >

En effet, ce magazine, persuadé que la disparition de Bouteflika, 79 ans et gravement malade, entraînera un chaos généralisé dans tout le pays, envisage que les islamistes tenteront de prendre une nouvelle fois le pouvoir, après la sanglante guerre civile des années 1990 qui fit 150000 morts.

> > > >

L'Algérie est au bord de l'implosion.

> > > >

Incapable d'assumer son indépendance depuis 1962, elle a dilapidé l'héritage colonial, alors que son agriculture, ses infrastructures, son pétrole et son gaz, légués par la France, en faisaient le pays le plus moderne et le plus riche du continent africain avec l'Afrique du Sud.

> > > >

Hélas, divisions, rivalités claniques, corruption et incompétence, ont ruiné le pays. Le chômage des jeunes dépasse les 30% et le niveau de vie baisse régulièrement avec une population qui a quintuplé depuis l'indépendance. Tel est le bilan des prédateurs du FLN, aux commandes depuis plus d'un demi-siècle !

> > > >

L'Algérie ne survit que par la rente pétrolière, qui représente 98% des exportations, 30% de son PIB et 60% des recettes budgétaires.

> > > >

Avec l'effondrement des cours du brut, le gouvernement puise dans ses réserves financières qui fondent comme neige au soleil. Une nouvelle explosion sociale comme dans les années 1980 est probable en 2017. Toutes les mises en garde du FMI, qui réclame des réformes structurelles, sont restées lettre morte. Le régime continue de se reposer sur la seule rente pétrolière.

> > > >

Les islamistes attendent leur heure. Avec le chaos libyen, ce sont d'énormes quantités d'armes et de munitions en provenance du pays voisin, qui circulent dans la clandestinité.

> > > >

De leur côté, les généraux guettent la fin de Bouteflika. Un coup d'Etat militaire est inévitable, selon le renseignement extérieur israélien. Ce coup de force mettrait tout le monde d'accord, tant les prétendants et les rivalités sont nombreux. Mais il n'empêcherait pas une seconde guerre civile contre les islamistes.

> > > >

The Spectator écrit :

> > > >

“Une guerre civile algérienne créerait un grand nombre de réfugiés. Un analyste a dit attendre 10 à 15 millions de réfugiés à partir de l'Algérie. Compte tenu de l'histoire de ce pays, ils s'attendraient à être sauvés par une nation : la France....”

> > > >

Comme disait JMLP à propos de l'immigration : “Français, vous n'avez encore rien vu” !

Note sur les raisons d'un aveuglement dans la compréhension de la crise syrienne et devant les menées islamistes en France

Il ne faut pas se tromper (Patrick Cockburn, « Le retour des djihadistes. Aux racines de l'Etat islamique », Editions des Equateurs, 2014) : les forces armées de l'opposition en Syrie sont dominées par les islamistes sunnites notamment le Front Fatah al-Cham (lié à Al-Qaeda) et les salafistes d'Ahrar al-Cham : il n'y a plus de nationalisme socialiste, ni de groupes laïques. La plupart de ces groupes veulent instaurer la charia et leur vision d'avenir de la Syrie ôte tout rôle aux musulmans non-sunnites. L'erreur de beaucoup de commentateurs, c'est de ne pas voir ce conflit comme une véritable guerre civile. Le seul choix qui reste est entre le mal (al-Assad) et le pire (les islamistes). Les médias étrangers diffusent de la propagande rebelle. Leurs vidéos se focalisent toujours sur les pertes civiles, les femmes et les jeunes enfants (ils ont toujours moins de 10 ans) et rarement sur les hommes armés. Leur couverture est très partisane. Ceci produit à partir des médias une image très manichéenne pour les gouvernements qui ne comprennent plus ce qui se passe réellement. La France, sans savoir, a déclaré donc qu'Assad devait partir avant même la tenue de pourparlers. En affirmant cela, vous affirmez que la guerre doit ou peut continuer jusqu'à son départ. C'est d'une extrême légèreté et gravité.

L'Occident a donc été incapable de penser ce qui se jouait vraiment en Syrie et s'y joue encore. L'Occident n'a été capable de poser ni des mots ni des actes. Pourquoi ?

La première raison (Frédéric Pichon, « Syrie : pourquoi l'Occident s'est trompé », Editions du Rocher, 2014 et « Syrie, une guerre pour rien », Editions du Cerf, 2017) est que **les Occidentaux sont restés d'indécrottables universalistes. Pétris de culture historique, révolutionnaire et d'idéaux chrétiens à répandre sur toute la planète comme nos droits de l'homme déclarés universels, nous sommes a priori du côté de ceux que l'on opprime. Submergés par les flux inédits d'informations, d'images et de vidéos apocalyptiques, comment pouvons-nous faire autrement que de sombrer dans une vision compassionnelle qui a évacué tout simplement le sens de ce qui se passait. Il faut voir dans la tranquille assurance du gouvernement français qui, dès 2011, donnait Assad parti au bout d'une poignée de semaines, une forme d'abandon, médiocre certes, à un sens de l'histoire qui serait inéluctable parce qu'allant forcément du côté du progrès. Notre empathie pour les victimes est sans nuances surtout lorsqu'elles se soulèvent contre la tyrannie. Comment ne pas être du côté des « rebelles » et des « révolutionnaires » comme le suggère une terminologie qui cache le fait que l'on a à faire à des salafistes et des djihadistes.**

Il fallait pouvoir continuer de plaquer nos catégories sur les faits, même si la démocratie n'a jamais été réellement centrale dans les demandes de l'opposition.

Chaque groupe armé a son propre agenda, ses propres ressources, ses propres bailleurs de fonds, ses propres taxes et ses propres trafics illégaux et criminels. En rivalité permanente avec d'autres d'où des alliances changeantes.

Certes, les manifestants et les rebelles voulaient en finir avec un pouvoir corrompu et tyrannique au nom de la liberté et de la dignité. Mais ce sont les islamistes réclamant un califat ou l'application de la charia qui en ont tiré les bénéfices tout simplement parce que ces deux termes de liberté (houryia) et dignité (karama) fonctionnaient dans leur terminologie comme dans la nôtre. **Albert Camus dans « L'homme révolté » nous avait pourtant enjoint de nous efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel ». C'est un basculement du monde.** La France n'y a plus sa place pour la première fois depuis la chute de l'Empire ottoman. Les Anglais non plus d'ailleurs. Trump a donné 30 jours à ses généraux pour lui remettre un plan pour détruire Daech.

C'est d'abord à un sursaut d'intelligibilité que nous appelle la montée de ces risques. Le problème est que la société française en particulier ne parvient pas à penser le phénomène du djihadisme qui est souvent présenté comme un sous-produit de la délinquance et de la frustration, voire comme une forme de folie. Ce refus de prendre au mot les djihadistes signe le vide abyssal des réponses à ce phénomène mondial et nous empêche de voir que notre post-modernité, liquidatrice du sacré, du tragique et donc de la mort, alimente en retour cette expansion. L'incapacité à penser la dimension religieuse du phénomène en l'évacuant ou en la minorant comme le fait Olivier Roy avec sa thèse de l'islamisation de la radicalité a ceci de tragique qu'elle s'accompagne simultanément d'un discours normatif sur la religion musulmane, à l'aune de nos valeurs post-modernes. Il ne semble étrange à personne qu'un Premier Ministre ou un simple journaliste puisse expliquer que cette violence n'a rien à voir avec l'islam, religion de paix, endossant au passage sans vergogne le costume du théologien. Après chaque attentat en France, il est une priorité : déclarer que ces actes n'ont rien à voir avec l'islam. **Les islamistes se plaisent à répéter qu'ils aiment davantage la mort que nous aimons la vie Ils ne mentent pas. Ceci est inaudible pour les sociétés européennes.** Tout est fait pour disqualifier les auteurs de ces actes au nom d'une vision de notre religion qui est celle d'un vague christianisme édulcoré où il est admis qu'elle amènerait à la paix et à une forme de fusion générale dans la tolérance indifférenciée. Ainsi la violence ne peut être que marginale, le fait de « loups solitaires » parce qu'il est impensable que l'Autre ne puisse pas adhérer à notre système de valeurs dont le cœur est précisément la relativité de toute valeur.

Si tout se vaut, si rien ne compte, si l'avenir radieux de l'humanité se limite à une fusion dans le grand tout consumériste et « cool » alors quand le « barbare » fait irruption, y compris en notre sein, nous sommes incapables de le nommer. La première chose à faire pour conjurer ces risques est de nommer l'ennemi : définir ce qui nous en distingue, ce qui nous discrimine, tracer une frontière, une limite normative. Toutes choses auxquelles la culture contemporaine a décidé de renoncer. « Nous ne vaincrons pas parce que nous sommes les plus morts », avait prophétisé Philippe Muray.

« Si tu veux que le vrai ne te soit pas caché, retourne entièrement l'histoire en son contraire »,
L'Arioste, Le Roland Furieux